

Au Journal officiel du 26 novembre au 2 décembre 2016

Au Journal officiel du 26 novembre au 2 décembre 2016

05/12/2016

Au Journal officiel du 26 novembre au 2 décembre 2016

La Rédaction législation de LexisNexis vous propose une sélection des textes les plus importants parus au Journal officiel.

Au JO du 26 novembre 2016 :

- Décret n° 2016-1584 du 24 novembre 2016 relatif aux documents d'accompagnement requis pour la circulation des alcools, boissons alcooliques et tabacs manufacturés soumis à droits d'accise - Entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2017 - Modification du Code général des impôts ;
- Décret n° 2016-1585 du 24 novembre 2016 relatif au jaugeage à des fins fiscales des récipients destinés à la production ou au stockage de certains alcools et boissons alcooliques - Modification du Code général des impôts et abrogation du décret n° 70-791 du 2 septembre 1970 ;
- Décret n° 2016-1586 du 24 novembre 2016 abrogeant l'article 267 octies de l'annexe II au Code général des impôts ;
- Décret n° 2016-1587 du 24 novembre 2016 fixant les conditions dans lesquelles certains fonds d'investissement peuvent octroyer des prêts aux entreprises - Modification du Code monétaire et financier ;
- Décret n° 2016-1590 du 24 novembre 2016 modifiant le Code de la santé publique et relatif aux déchets assimilés à des déchets d'activités de soins à risques infectieux et aux appareils de prétraitement par désinfection - Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 ;
- Décret n° 2016-1592 du 24 novembre 2016 portant modification des dispositions relatives au remboursement des prestations indûment versées par Pôle emploi - Modification du Code du travail ;
- Décret n° 2016-1593 du 24 novembre 2016 pris pour l'application des dispositions du IV de l'article 3 de la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire ;
- Arrêté du 15 novembre 2016 portant application de l'article L. 744-5 du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile.

Au JO du 27 novembre 2016 :

- Décret n° 2016-1605 du 25 novembre 2016 portant Code de déontologie des infirmiers - Modification du Code de la santé publique ;
- Décret n° 2016-1606 du 25 novembre 2016 relatif à la déclaration des événements indésirables graves associés à des soins et aux structures régionales d'appui à la qualité des soins et à la sécurité des patients - Modification du Code de la santé publique ;
- Décret n° 2016-1608 du 25 novembre 2016 attribuant compétence à des tribunaux de grande instance en matière de procédures prévues par le livre VI du Code de commerce applicables aux personnes qui ne sont ni commerçants ni artisans - Modification du Code de commerce ;
- Décret n° 2016-1609 du 25 novembre 2016 modifiant l'article D. 76 du Code de procédure pénale ;
- Décret n° 2016-1613 du 25 novembre 2016 portant modification de diverses dispositions, résultant de la recodification du livre Ier du Code de l'urbanisme - Modification du Code de l'urbanisme, du Code de la construction et de l'habitation, du Code de l'environnement, du Code général des collectivités territoriales et du Code général des impôts ;
- Arrêté du 12 octobre 2016 modifiant l'arrêté du 21 décembre 2007 relatif aux modalités d'établissement des redevances pour pollution de l'eau et pour modernisation des réseaux de collecte.

Au JO du 29 novembre 2016 :

- Décret n° 2016-1615 du 21 novembre 2016 portant publication du **protocole de Nagoya du 29 octobre 2010 sur l'accès aux ressources génétiques et le partage juste et équitable des avantages découlant de leur utilisation relatif à la convention sur la diversité biologique** (ensemble une annexe), signé par la France le 20 septembre 2011 à New York ;
- Décret n° 2016-1616 du 28 novembre 2016 relatif aux **conventions locales de sûreté des transports collectifs et aux conditions d'armement des agents de police municipale, des gardes champêtres et des agents des services internes de sécurité de la SNCF et de la RATP** - Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières - *Modification du Code de la sécurité intérieure et du décret n° 2000-1135 du 24 novembre 2000.*

Au JO du 30 novembre 2016 :

- Décret n° 2016-1617 du 29 novembre 2016 relatif aux **catégories d'informations publiques de l'État et de ses établissements publics administratifs susceptibles d'être soumises au paiement d'une redevance de réutilisation** - *Entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2017 - Modification du Code des relations entre le public et l'administration ;*
- Décret n° 2016-1618 du 29 novembre 2016 relatif à **l'offre, par les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel, de transmission des données de consommation exprimées en euros au moyen d'un dispositif déporté** - Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières - *Modification du Code de l'énergie ;*
- Décret n° 2016-1621 du 28 novembre 2016 relatif à la **stratégie nationale de santé** - *Modification du Code de la santé publique ;*
- Décret n° 2016-1622 du 29 novembre 2016 relatif aux **dispositifs de biovigilance et de vigilance en assistance médicale à la procréation** - *Modification du Code de la santé publique.*

Au JO du 1^{er} décembre 2016 :

- Décret n° 2016-1629 du 29 novembre 2016 portant publication de la **convention n° 181 de l'Organisation internationale du travail relative aux agences d'emploi privées**, adoptée à Genève le 19 juin 1997 ;
- Décret n° 2016-1630 du 29 novembre 2016 relatif aux modalités de **recouvrement du montant dû à l'État par les fournisseurs assurant la continuité de fourniture, à la fin des offres de marché transitoires de gaz et d'électricité** ;
- Décret n° 2016-1633 du 29 novembre 2016 modifiant le **ressort des tribunaux d'instance de Fougères et de Rennes à la suite de la création de la commune de Châteaugiron** - *Modification du Code de l'organisation judiciaire ;*
- Arrêté du 23 novembre 2016 modifiant *l'arrêté du 6 février 2015* fixant les **modalités de communication de la liste de leurs clients non domestiques par les fournisseurs de gaz naturel, houilles, lignites, coques et électricité à l'administration des douanes et droits indirects**, en application des articles 266 quinquies, 266 quinquies B et 266 quinquies C du Code des douanes ;
- Arrêté du 23 novembre 2016 portant **modification de l'arrêté du 21 décembre 2011** relatif à la **tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles et fixant les risques bénéficiant des mesures d'ajustement des coûts moyens** ;
- Arrêté du 23 novembre 2016 portant **modification de l'arrêté du 17 octobre 1995** modifié relatif à la **tarification des accidents du travail et des maladies professionnelles** et de *l'arrêté du 6 décembre 1995* modifié relatif à l'application du dernier alinéa de l'article D. 242-6-11 et du I de l'article D. 242-6-14 du Code de la sécurité sociale relatifs à la tarification des risques d'accidents du travail et des maladies professionnelles ;
- Arrêté du 28 novembre 2016 relatif aux **bonnes pratiques de dispensation des médicaments dans les pharmacies d'officine, les pharmacies mutualistes et les pharmacies de secours minières**, mentionnées à l'article L. 5121-5 du Code de la santé publique - *Les dispositions de l'annexe du présent arrêté entrent en vigueur deux mois après la publication du présent arrêté ;*
- Arrêté du 28 novembre 2016 relatif aux **règles techniques applicables aux sites internet de commerce électronique de médicaments** prévues à l'article L. 5125-39 du Code de la santé publique ;
- Arrêté du 29 novembre 2016 modifiant *l'arrêté du 31 juillet 2012* relatif à **l'organisation du contrôle médical de l'aptitude à la conduite.**

Au JO du 2 décembre 2016 :

- Ordonnance n° 2016-1635 du 1^{er} décembre 2016 **renforçant le dispositif français de lutte contre le blanchiment et le**

financement du terrorisme - Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (art. 21) - Modification du Code monétaire et financier, du Code général des impôts, du Code de commerce et de l'ordonnance n° 45-1418 du 28 juin 1945 ;

- Ordonnance n° 2016-1636 du 1er décembre 2016 relative à la **décision d'enquête européenne en matière pénale - Entrée en vigueur le 22 mai 2017 -Modification du Code de procédure pénale ;**
- Décret n° 2016-1637 du 30 novembre 2016 relatif à la composition de la **commission de l'écolabel des produits de la pêche maritime et à l'accréditation des organismes certifiant les produits bénéficiant de l'écolabel des produits de la pêche maritime -Modification du Code rural et de la pêche maritime ;**
- Décret n° 2016-1638 du 30 novembre 2016 relatif au **délai de placement prévu à l'article L. 227-2-1 du Code de l'action sociale et des familles -Modification du Code de l'action sociale et des familles ;**
- Décret n° 2016-1639 du 30 novembre 2016 relatif à la **commission pluridisciplinaire et pluri-institutionnelle d'examen de la situation des enfants confiés à l'aide sociale à l'enfance** prévue à l'article L. 223-1 du Code de l'action sociale et des familles -*Modification du Code de l'action sociale et des familles ;*
- Arrêté du 3 octobre 2016 modifiant l'arrêté du 16 mars 2016 pris pour l'application du 7° de l'article L. 312-16 du Code monétaire et financier et relatif au **conseil de surveillance du fonds de garantie des dépôts et de résolution- Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (art. 2) ;**
- Arrêté du 28 octobre 2016 modifiant l'arrêté du 24 février 2010 fixant les modalités d'application du décret n° 2010-166 du 22 février 2010 relatif à la **sécurité des jouets - Ce texte contient des dates d'entrée en vigueur particulières (art. 2) ;**
- Arrêté du 28 novembre 2016 relatif au **Conseil de normalisation des comptes publics - Le présent arrêté prend effet à la date de sa publication au Journal officiel de la République française - Abrogation de l'arrêté du 1er mars 2010 et de l'arrêté du 28 mai 2015 ;**
- Arrêté du 28 novembre 2016 portant modification des **règles relatives à la comptabilité générale de l'État - Sont applicables aux états financiers de l'État à compter du 1er janvier 2016 (clos le 31 décembre 2016) les dispositions de l'avis n° 2016-03 du 17 octobre 2016.**

La Rédaction Législation

© LexisNexis SA